

Colloque SFER

Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes

20-21 Juin 2018 à Montpellier Supagro

Communication : « Dépasser les approches technicistes pour renouveler les Politiques laitières au Sénégal et en Afrique de l'Ouest »¹

Sergio Magnani

Socio-anthropologue (PhD) - Chargé de programme en développement pastoral à l'IRAM
Parc scientifique, Agropolis - Bâtiment 3, 34980 Montpellier sur Lez

1. Introduction

1.1. Contexte

Au Sénégal, comme dans la plupart des Pays sahéliens, l'importation de poudre de lait détaxée représente, depuis les années 1970, une solution de choix pour satisfaire la forte croissance de la demande urbaine en produits laitiers. Toutefois, la volatilité des prix des matières premières agricoles, particulièrement forte depuis la crise de 2008 (OCDE/FAO, 2017), a montré les limites d'une telle stratégie. L'instabilité du prix de la poudre de lait a contribué à renouveler l'intérêt des pouvoirs publics et de certains groupes laitiers pour une production locale de lait. Les pouvoirs publics abordent la question sous l'angle du déséquilibre de la balance commerciale engendré par les importations, de la réduction de la pauvreté rurale et de l'accès des urbains aux produits laitiers. Les groupes laitiers, en majorité européens, multiplient les acquisitions et/ou les partenariats avec des laiteries ouest-africaines pour se positionner sur un marché régional en forte expansion (Choplin, 2016; CTA Agritrade, 2014; Hansel et Goodison, 2015; Orasmaa et al. 2016). Si la fabrication de produits à base de poudre de lait demeure largement majoritaire, la collecte et la transformation du lait local devient un enjeu pour les industriels laitiers, dans le but de promouvoir leur image, de diversifier les sources d'approvisionnement et d'élargir leur gamme à des produits à plus forte valeur ajoutée (Corniaux, 2015).

¹ La communication reprend pour l'essentiel les réflexions développées dans un article récemment soumis pour évaluation à *European Journal of Development Research*.

1.2. Problématique

Au Sénégal, ces évolutions du contexte ont renforcé des approches « technicistes » classiques qui identifient le développement laitier avec une intensification des systèmes de production, censée en augmenter la productivité par l'usage systématique d'intrants alimentaires et l'amélioration génétique des races élevées. L'intensification vise l'artificialisation des systèmes d'élevage via la promotion d'actions telles que la sédentarisation des éleveurs, le développement des cultures fourragères et la stabulation des vaches laitières. Ce modèle technoscientifique a une histoire longue et controversée au Sahel où il oriente, depuis l'époque coloniale, les principales interventions du développement pastoral (Behnke and Scoones, 1993; Ellis et Swift, 1988; Homewood, 2008; Scoones, 1994).

Si la technique occupe une place centrale dans les débats actuels sur le développement laitier, les dimensions politiques et économiques font l'objet d'une bien moindre attention. Pourtant, le secteur laitier au Sénégal est caractérisé par des interventions limitées et discontinues, un fort décalage entre systèmes d'élevage et modèles de développement et des contradictions entre politiques commerciales et de développement (Duteurtre, 2009 ; Vatin, 1996).

Cette communication veut mettre en évidence les limites de concevoir le développement laitier comme relevant principalement d'enjeux techniques. Quelles autres dimensions sociales, économiques et politiques sont occultées par le processus de technicisation de l'action publique ? De quels principes faudrait-il repartir pour renouveler l'action publique sectorielle ?

1.3. Cadre d'analyse et méthodologie

Cette recherche dessine le « paysage » de la production laitière au Sénégal. Trois bassins laitiers représentatifs de différents modèles de développement de la production et de formes successives d'action publique ont été étudiés dans leurs contextes politiques et économiques en évolution. La première étude de cas porte sur les fermes laitières intensives qui opèrent dans le milieu péri-urbain de la capitale Dakar. La deuxième présente le bassin laitier qui entoure la ville secondaire de Kolda en Casamance, où une douzaine de minilaiteries collectent le lait produit par des agro-éleveurs. La troisième décrit un modèle de *social business* mis en place par une laiterie industrielle qui collecte du lait pastoral autour de Richard Toll, dans l'arrière-pays de la Vallée du fleuve Sénégal.

Dans le cadre d'une thèse en anthropologie du développement (Magnani, 2016), la recherche a mobilisé un cadre d'analyse pluridisciplinaire en sciences sociales associant des approches

qui analysent les implications des dynamiques de technicisation de l'action publique (Mosse, 2004, 2005 ; Murray Li, 2007) à des travaux sur les significations et les valeurs que les « ressources naturelles » et le monde vivant assument pour différentes catégories d'acteurs (Hubert and Ison, 2011). Les formes successives d'action publique de développement laitier ont été étudiées à la lumière des évolutions des dispositifs de l'aide au développement (Binet, 2014 ; Gabas et al. 2014). Le travail de terrain a été réalisé pour une durée globale de 12 mois entre 2011 et 2013, en mobilisant des méthodes qualitatives (observation participante, entretiens ouverts, étude de sources écrites locales) relevant de l'enquête socio-anthropologique de terrain (Olivier De Sardan, 2008).

1.4. Enjeux théoriques et empiriques

Cette recherche étudie la descente d'un modèle technoscientifique dominant sur trois terrains sénégalais et met en évidence les inflexions et les sélections mises en œuvre par certains éleveurs en fonction de leurs objectifs, pratiques, représentations et contraintes. Le travail montre une tension entre le prétendu universalisme d'un modèle qui prône l'artificialisation des conditions d'élevage et la complexité de systèmes construits, dans leur diversité, dans l'interaction avec l'environnement. D'un point de vue méthodologique, la grande diversité des terrains étudiés est un atout pour saisir le rôle central d'autres dimensions que la technique dans la trajectoire du développement laitier au Sénégal. L'analyse historique de cette trajectoire combinée à celle de trois expériences sectorielles majeures permet d'identifier des principes de renouvellement politique et des pistes pour soutenir la production laitière dans différents systèmes d'élevage sahéliens.

2. Résultats

2.1. Tendances historiques de l'action publique de développement laitier

2.1.1. La période postindépendance (1960-1985) : l'échec de l'intervention étatique et l'affirmation de la poudre de lait

La première tentative d'industrialisation laitière en Afrique de l'ouest date de la fin des années 1960 et s'inspire du modèle « *Flood* » mis en œuvre en Inde. Selon ce modèle, la revente de poudre de lait européenne donnée aux Pays du Sud devait financer les filières locales et l'organisation des éleveurs en coopératives (Danau, 2009). Ce modèle, un succès en Inde grâce à une forte volonté politique d'autonomisation, se révèle un relatif échec en Afrique de l'ouest, et notamment au Sénégal, où l'industrie laitière étatique *UCOLAIT* basée à Saint-Louis, fait faillite après seulement quatre ans d'activité (1968-1972). Cette issue s'explique

par des échecs majeurs dans la gestion de l'entreprise, et a lieu malgré les résultats intéressants de la collecte laitière (200 000 l en 1971) (Vatin, 1996 : 142-146).

Durant les années 1970, les importations de poudre de lait amorcent une forte croissance (de 50 000 à plus de 100 000 t entre 1973 et 1977 ; Duteurtre et Corniaux, 2013 : 35), à cause de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et de l'adoption de politiques commerciales favorables. Pour tenter de contrer cette tendance le gouvernement sénégalais lance un projet d'intensification de la production laitière dans le milieu péri-urbain de la capitale Dakar (1977-1989). Ce projet conçu et mis en œuvre par l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) diffuse des nouvelles techniques d'alimentation animale ainsi que des exemplaires de vaches de races laitières spécialisées. Si la majeure partie des fermes créées à cette époque n'a pas survécu, une production péri-urbaine intensive existe aujourd'hui à petite échelle dans le milieu péri-urbain dakarois (c'est la première étude de cas analysée par la suite).

2.1.2. L'ajustement structurel et la libéralisation (1985-2000) : le développement des unités de transformation artisanales

Cette phase de retrait de l'Etat voit émerger plusieurs initiatives portées par des privés. Au début des années 1990, Nestlé lance un réseau de collecte du lait pastoral autour de la ville de Dahra, au cœur de la zone pastorale sénégalaise. Le lait collecté est destiné à être mixé au lait en poudre importé, une opération dont la rationalité économique défaille trahit l'objectif de promotion d'image recherché par la multinationale. Les quantités de lait collectées sont faibles et la collecte pèse à peine pour le 1% de l'approvisionnement de l'usine Nestlé. Le projet est arrêté en 2002 à cause du transfert de l'usine à l'étranger.

A partir de la moitié des 1990, un modèle de transformation artisanale pour le lait local s'affirme en Afrique de l'ouest, grâce au support de la FAO et de la coopération non gouvernementale. Au Sénégal, le nombre de minilaiteries augmente de façon importante (21 en 2000 et 56 en 2010 ; Duteurtre et Corniaux, 2013 : 33). Etablies dans les villes secondaires du Pays, les minilaiteries transforment, à l'aide d'un équipement basique, des quantités limitées de lait (de quelques dizaines à quelques centaines de litres), pour satisfaire une demande urbaine intéressée aux produits laitiers artisanaux. Les points forts et les limites de ce type de structures sont connus : contractualisation directe et octroi de services et intrants aux éleveurs, mais saturation rapide des marchés des villes secondaires, difficultés à collecter en saison sèche et faible impact économique national (Corniaux et al. 2005).

Au Sénégal, le secteur de la transformation artisanale se développe à partir d'une expérience menée dans la ville casamançaise de Kolda, à partir des années 1980. A cette époque, une société cotonnière publique (*Sodefitex*) développe un partenariat avec l'ISRA pour créer un dispositif incitatif de la production laitière dans sa zone de production. La graine de coton, sous-produit de l'activité industrielle, est fournie à des conditions favorables aux agro-éleveurs désireux de développer l'activité. Un service d'appui technique et vétérinaire est également mis à disposition. Durant les années 1990, une ONG internationale, *Vétérinaires sans frontières*, favorise la création d'un réseau de minilaiteries pour la transformation du lait produit. Décrite comme un succès jusqu'à la moitié des années 2000, cette expérience connaît une crise importante suite à des changements radicaux dans le cadre incitatif à disposition des éleveurs (c'est la deuxième étude de cas développée).

En 2000, la libéralisation du commerce extérieur des Pays de l'Union Economique et Monétaire d'Afrique de l'ouest (UEMOA) est organisée par la mise en œuvre d'un système de tarifs douaniers communs. La poudre de lait est située dans la catégorie des intrants industriels et des biens de première nécessité, et taxée à 5%. Le système tarifaire commun (TEC) est mis en œuvre préalablement à toute élaboration de politiques agricoles communes. Le faible niveau de taxation de la poudre reflète la priorité attribuée à l'industrie de la transformation et à la consommation urbaine, mais est en ouverte contradiction avec l'objectif de développement laitier affiché (Duteurtre, 2009).

2.1.3. La période récente (2000-) : technicisation croissante de l'action publique et développement de l'industrie laitière

Durant les années 2000, les importations de poudre progressent ultérieurement (de 23 à 42 milliards de FCFA entre 2000 et 2005 ; Duteurtre, 2009). Avec la crise des prix des matières premières agricoles de 2007/2008, la valeur des importations explose (83 milliards FCFA en 2013 ; Duteurtre et Corniaux, 2013), en soulevant des problèmes d'approvisionnement urbain et de déséquilibre de la balance commerciale. La réponse du gouvernement sénégalais est ambivalente. Des mesures conjoncturelles sont prises : l'exemption de taxe pour la poudre importée et le contrôle sur les prix de revente pratiqués par les commerçants. Un programme national de développement laitier est élaboré, combinant éléments techniques classiques (cultures fourragères, importation de races laitières, insémination artificielle) et dispositions de politique commerciale (exemption d'impôt sur l'importation de matériel, suppression de la TVA sur la transformation du lait frais, régulation des exportations de sous-produits agricoles). Toutefois, seulement l'option technique de l'insémination artificielle est

financée et devient un programme autonome à partir de 2008. Ce choix, perçu comme le moyen plus rapide pour développer la production laitière nationale, reflète l'approche techniciste des pouvoirs publics, outre que les intérêts d'un ensemble de groupes professionnels puissants (vétérinaires, leaders d'organisations professionnelles, vendeurs de génétique, etc. ; Magnani, 2016 : 143-158).

En parallèle, durant les années 2000 l'industrie laitière connaît une croissance importante en Afrique de l'ouest (Duteurtre, 2007). Plusieurs entreprises adoptent un modèle mixte et transforment à la fois du lait de collecte et de la poudre de lait (Corniaux et al. 2012). Dans ce contexte, en 2006, une laiterie industrielle, la *Laiterie du Berger*, démarre une activité de collecte et de transformation du lait fourni par plusieurs centaines de pasteurs Peul, autour de la ville de Richard Toll, dans la vallée du fleuve Sénégal (c'est notre troisième étude de cas). A partir de la fin des années 2010, plusieurs multinationales laitières, en majorité européennes (Glanbia, Sodiaal, Danone, Friesland-Campina, Arla), investissent dans l'acquisition et/ou la création de partenariats avec des laiteries ouest-africaines (Choplin, 2016 Hansel et Goodison, 2015; Orasmaa et al. 2016). Le décalage entre une production stagnante et une consommation en expansion mais aussi la fin des quotas laitiers en Europe et la nécessité d'acquérir des nouveaux marchés pour écouler la poudre de lait sont les principales motivations de ces entreprises. Parmi elles, certaines montrent un intérêt pour la collecte de lait local, souvent dans le cadre de démarches *social business* ou de responsabilité sociale de l'entreprise pour plusieurs raisons : promouvoir une image positive, la diversification des sources d'approvisionnement, la fabrication de produits à plus forte valeur ajoutée, la satisfaction d'injonctions politiques (Corniaux, 2015).

Le contexte actuel apparaît ambivalent : d'une part, plus d'opportunités pour la collecte du lait local, de l'autre, le risque d'une nouvelle expansion des importations de poudre de lait soutenues par des politiques favorables et une demande croissante. Dans un contexte favorable à la transformation du lait local, une soixantaine de laiteries pourraient démarrer une activité de collecte en Afrique de l'ouest (Orasmaa et al. 2016 : 29). Toutefois, un nouveau boom des importations de poudre de lait à faible coût (dans les phases de baisse des prix sur le marché mondial ou alors par la poudre de lait écrémé et rengaissé en matière végétale, jusqu'à 30% moins chère) est susceptible de décourager la collecte et transformation de lait frais, ainsi que l'élaboration de politiques laitières nationales et régionales cohérentes et de concurrencer les produits laitiers locaux sur les marchés des villes secondaires et en milieu rural (Broutin et al. 2018).

2.2. Etudes de cas : modèles de développement laitier et action publique au Sénégal

L'analyse des études de cas montre le rôle déterminant des dimensions politiques, sociales et économiques dans tous les terrains considérés.

En milieu péri-urbain dakarois, le modèle de la ferme laitière intensive et spécialisée a été transféré sans envisager d'intégration avec les systèmes d'élevage locaux. Le modèle d'élevage industriel (stabulation, races laitières spécialisées, ensilage et aliments concentrés), élaboré et diffusé par la recherche publique durant les années 1970-1980, a été repris par différents profils d'investisseurs extérieurs à la profession. Toutefois, les fermes laitières se trouvent déconnectées du secteur de la transformation industrielle et en concurrence directe avec les produits à base de poudre de lait sur le marché dakarois. L'artificialisation des systèmes d'élevage apparaît complexe. Les races allochtones spécialisées sont sensibles aux maladies et aux mauvaises conditions d'habitat, notamment durant l'hivernage. Les propriétaires des fermes manquent souvent des savoirs techniques nécessaires à gérer des systèmes spécialisés. Les fermes manquent d'un accès au foncier et l'eau, ce qui limite leurs capacités de cultiver des fourrages en dehors de la saison des pluies. Cela favorise l'usage d'aliments concentrés et contribue à déséquilibrer les rations alimentaires en impactant négativement la santé et la reproduction des vaches laitières.

La généralisation du modèle de la ferme laitière intensive demeure utopique, en absence d'une culture professionnelle solide ainsi que d'un cadre politique incitatif, cohérent et de longue durée. En fin des comptes, la recherche publique a travaillé sur ce modèle pendant une quinzaine d'année, principalement dans des stations expérimentales fermées. Des actions incitatives pour la diffusion en milieu réel ont été entreprises pendant seulement sept ans. Techniciser les enjeux de développement dans ce contexte signifie ignorer l'importance de l'organisation sociale de la production, les contraintes productives et commerciales, ainsi que l'absence de tout dispositif incitatif de la production et de la transformation de lait local. Par ailleurs, un ensemble de mesure sont réclamée en vain par l'association de catégorie des éleveurs laitiers dakarois : la préservation du foncier agricole, des incitations fiscales pour l'investissement, l'ouverture au lait local des marchés institutionnels et des formations pratiques aux métiers de l'élevage laitier intensif.

L'étude de cas de Kolda montre comment la transformation d'un cadre d'action publique incitatif peut déstructurer profondément un bassin laitier. Sur ce terrain, le modèle technique de référence est celui de l'intégration agriculture-élevage avec stabulation partielle de vaches laitières (de race locale *Ndama*, trypanotolérante) en saison sèche et leur complémentation à

l'aide de résidus des cultures et de la graine de coton. Un cadre incitatif intégré et cohérent (accès préférentiel aux intrants, coordination et assistance technique et sanitaire) est mis en œuvre avec succès pendant une vingtaine d'années (1989-2006) par deux institutions publiques avec un mandat de développement (la société cotonnière et la recherche publique en zootechnie). Ce cadre d'action publique favorable est décrit, jusqu'à la moitié des années 2000, comme une expérience réussie d'amélioration de l'alimentation animale par l'intégration de pâturages naturels, résidus agricoles et compléments protéiques (graine de coton). Il obtient des résultats remarquables : la production laitière de saison sèche est rentable (Dieye et al. 2003) et une dizaine de minilaiteries transforment la quantité record de 208 105 l de lait local en 2004 (Faye et al. 2004).

Toutefois, à la moitié des années 2000, la privatisation de la compagnie cotonnière et le démantèlement progressif du dispositif d'encadrement public renversent la situation. La société cotonnière cesse d'être le principal promoteur financier du dispositif incitatif et arrête le système de crédit aux éleveurs pour l'acquisition de la graine de coton. L'essai de remplacer l'encadrement public par un centre de services financé par une coopération internationale n'aboutit pas à cause des intérêts conflictuels des institutions partenaires (*Sodefitex*, *Isra*, *AVSF*) et de l'absence d'un cadre politique en mesure de les encadrer. En 2007, le prix de la graine de coton augmente de manière considérable (de 50 à 122 FCFA/kg). Le lait de collecte devient rare et les minilaiteries sont obligées de transformer la poudre de lait pour continuer l'activité.

A partir de 2011, la situation s'améliore grâce à l'intervention d'organisations non gouvernementales qui reproduisent le modèle de développement expérimenté auparavant. Toutefois, le mode d'action de ces organisations fragilise le bassin laitier dans son ensemble. Le don de stocks de graine de coton décourage la recherche de solutions durables pour l'approvisionnement en intrants des éleveurs. La faible coordination parmi les intervenants favorise les stratégies opportunistes (pas de motivation à repayer les crédits et à mutualiser des fonds) et exacerbe les dynamiques de compétition entre acteurs externes et locaux. Compétition entre acteurs, vision et approche projet de court terme, relations clientélistes et cooptation des organisations locales finissent par décourager l'action et l'organisation collective au niveau local. Bien que décrit comme un exemple de dépendance et mauvaise organisation, le bassin laitier perdure et apparaît comme une réponse appropriée à l'approvisionnement d'une ville enclavée comme Kolda et aux contraintes des éleveurs.

La troisième étude de cas est souvent référencée comme une *success story* (Wane et al. 2014). Le choix de collecter du lait pastoral en milieu aride a valu à la *Laiterie du Berger* (LdB) le support de la fondation *social business* de la multinationale laitière *Danone* ainsi que de différents bailleurs (fondations, fonds d'investissements et agences de coopération internationales) et partenaires s'inscrivant dans une logique de business solidaire (organisations non gouvernementales, instituts de recherche, agro-industrie du sucre). L'entrée dans l'actionnariat de *Danone* (2009) révolutionne l'activité de la laiterie, grâce à un apport de compétences stratégiques (transformation, marketing et commercialisation). La poudre de lait est intégrée à la production, notamment en saison sèche, dans le but de répondre stablement à la demande du marché. Une marque de succès est créée en amenant l'entreprise à une forte augmentation des ventes (1 140 t en 2011 contre 430 t en 2007). A partir de 2011, la laiterie relance la collecte de lait local dans le but de l'augmenter sur base annuelle et d'en réduire la variabilité saisonnière qui affecte son coût (collecte excédentaire en hivernage mais déficitaire et chère en saison sèche). La laiterie propose aux pasteurs de son réseau de collecte de stabiliser les vaches laitières toute l'année, en mettant à leur disposition des intrants alimentaires (aliments concentrés et résidus de la canne à sucre) à crédit. Toutefois, le modèle de développement proposé par les laitiers fait l'impasse des profonds changements sociaux et économiques générés par les interventions du développement mises en œuvre ces dernières cinquante années : l'aménagement de la Vallée du Sénégal comme un espace exclusif d'agriculture irriguée, l'exclusion des pasteurs et leur stabilisation partielle dans l'arrière-pays autour de forages pastoraux à haut débit. Dans ce contexte, les pasteurs ont des bonnes raisons pour limiter l'usage d'intrants alimentaires en valorisant au maximum, via la mobilité pastorale, le potentiel des parcours naturels. La vente du lait est rentable durant la saison humide lorsque la production est abondante et ne demande pas l'usage d'intrants. En revanche, durant la saison sèche, quand les pâturages naturels sont épuisés, elle ne permet pas de prendre en charge le coût de l'alimentation des vaches laitières. D'autres dimensions que l'augmentation de la production et des revenus sous-tendent les choix des pasteurs qui acceptent de stabiliser une partie de leurs vaches laitières en saison sèche (sécuriser la collecte d'hivernage lorsque la laiterie priorise les apporteurs fidèles ; sécuriser un approvisionnement en intrants à crédit ; faciliter la mobilité en stabilisant les vieilles personnes et les enfants ; Magnani, 2016 : 258-274). De plus, la laiterie industrielle en s'alliant avec un acteur majeur de l'agro-business local, la *Compagnie Sucrière Sénégalaise*, légitime les tendances historiques et actuelles d'accaparement foncier et de soustraction de ressources pastorales. L'industrie sucrière procède à des élargissements de ses casiers de culture (5 000 ha

supplémentaires depuis 2011 sur un total de 15 000 ha aménagés) et, étant donné l'état de saturation de la Vallée, aménage directement des terres de parcours dans l'arrière-pays en y canalisant l'eau du Fleuve. Certes, l'industrie sucrière met à disposition de la *Laiterie du Berger* d'importantes quantités de résidus de culture de la canne à sucre, dont l'accès est payant pour les pasteurs, mais en même temps elle soustrait de la ressource herbagère gratuite.

Le *social business* laitier de la LdB correspond aux modèles de développement « inclusif », aujourd'hui à la mode, censés concilier recherche de profits et satisfaction des besoins sociétaux des « pauvres » (Arnani, 2006; Binet, 2014), ainsi qu'aux modes opératoires actuels de l'aide au développement, où les fonds publics sont souvent mobilisés à soutien d'investissements privés (Gabas and al. 2014). Toutefois, cette forme d'action publique pose problème dans la mesure où un dispositif d'aide porté par la fondation d'un groupe laitier multinational est censé assumer des missions d'intérêt public, tels que le développement de l'élevage et l'approvisionnement urbain en produits laitiers. Cette option, si généralisée de manière irréfléchie, risque d'écarter davantage tout débat public sur la capacité de l'Etat de réguler des secteurs économiques stratégiques, tels que ceux agricoles et alimentaires, et de délivrer de manière autonome et durable des biens et services essentiels à la population.

3. Conclusion

Cette recherche montre que la technicisation des enjeux du développement laitier produit deux effets majeurs : elle néglige les choix politiques et les conditions économiques qui entravent le développement d'une production laitière nationale (absence de cadres incitatifs pour la production et la transformation de lait local, détaxation des importations de poudre) et ignore les relations complexes entre les systèmes d'élevage, l'environnement et le marché.

L'analyse des études de cas montre que les systèmes d'élevage sont soumis à des injonctions de changement éloignées de leurs propres stratégies et contraintes. De plus, en absence d'un cadre politique cohérent et incitatif, l'artificialisation des formes d'élevage a peu ou pas de chance de fonctionner. Dans le contexte actuel, une politique plus réaliste et efficace devrait se baser sur une meilleure compréhension et soutien des systèmes d'élevage dans leur diversité. Une telle politique devrait valoriser les savoirs, pratiques et formes d'organisation sociale ainsi que les interactions génératives entre les systèmes d'élevage et leur environnement.

Le contexte économique est porteur à la fois de risques (une ultérieure conquête des marchés régionaux par des produits à base de poudre de lait importée) et d'opportunités (une augmentation substantielle de la collecte de lait local par les laiteries industrielles) pour les filières locales. L'issue de ce processus dépendra de la capacité des Etats sahéliens et des Institutions d'intégration régionale à élaborer et articuler des politiques de développement, laitier et de l'élevage, et des politiques commerciales cohérentes. Ce cadre politique devrait inclure des mesures pour améliorer la production (incitations, assistance, schémas de développement territorial adapté), la collecte et la transformation (infrastructures, incitations fiscales) ainsi que des formes de régulation progressives pour : décourager le simple reconditionnement de poudre de lait, améliorer la transparence sur la qualité des différents types de poudre, introduire des obligations d'approvisionnement local pour les laiteries et augmenter les tarifs pour l'importation de lait en poudre. Ce renouvellement est d'autant plus urgent que plusieurs accords commerciaux sont en cours de négociation ou ratification (Accord de Partenariat Economique entre UE et CEDEAO) ou proches de l'échéance (discussion sur les tarifs communs extérieurs CEDEAO en 2018 et Accords de Cotonou en 2020).

Bibliographie

Arnani, A.G. (2006) *Mirage at the Bottom of the Pyramid. How the private sector can help alleviate poverty.* William Davidson Institute, Working Paper Number 835. University of Michigan.

Behnke, R.H., and Scoones, I. (1993) *Rethinking range ecology: implications for rangeland management in Africa.* In R.H. Behnke, I. Scoones, and K. Kerven (eds.) *Range ecology at disequilibrium: New models of Natural Variability and Pastoral Adaptation in African Savannas.* London, UK: Overseas Development Institute.

Binet, N. (2014) *Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire.* Mondes en développement 165 (1): 23-36.

Broutin, C., Lévard, L., and Goudiaby, M.C. (2018) *Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest.* Paris, GRET.

Centre Technique de coopération Agricole et rurale (CTA Agritrade). (2014) *Le commerce laitier entre l'UE et l'Afrique évolue : réponses des entreprises européennes à l'abolition des quotas de production de lait.* [The Dairy Trade between the EU and Africa evolves: European Dairies Respond to the End of Dairy Quotas].

Choplin, G. (2016) *L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'ouest.* Oxfam-Solidarité, SOS Faim Belgique.

Corniaux, C. (2015) *L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : Histoire, Stratégies, Perspectives.* Rapport de recherche financé par le projet « Milky Way for Development. » Dakar, CIRAD.

Corniaux, C., Duteurtre, G., Dieye, P.N., and Pocard Chapuis, R. (2005) *Les minilaiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites.* Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux, 58 (4) : p. 237-243.

Corniaux, C., Vatin, F. and Ancey, V. (2012) *Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest: vers un nouveau modèle industriel?* Cahiers agricultures 21 (1): 18-24.

- Danau, A. (2009) Le paradoxe indien: l'aide alimentaire a favorisé l'autosuffisance laitière. *Défis Sud* 90: 16-17.
- Dieye, P.N., Duteurtre, G., Sissokho, M.M., Sall, M. and Dia, D. (2003) La production laitière périurbaine au sud du Sénégal. Saisonnalité de l'offre et performances économiques. *Tropicicultura*, 2003, 3: 142-148.
- Duteurtre, G. (2007) Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest – une synthèse. *Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux*, 60: 209-23.
- Duteurtre, G. (2009) Lait des pauvres, lait des riches : réflexion sur l'inégalité des règles du commerce international. In DUTEURTRE, Guillaume and Bernard FAYE (eds), *L'élevage, richesse des pauvres*. Editions Quae.
- Duteurtre, G. and Corniaux, C. (2013) Etude relative à la formulation d'un Plan d'actions détaillé de développement de la filière lait au sein de l'UEMOA. CIRAD Research Report commissioned by UEMOA.
- Ellis, J.E., and Swift, D.M. (1988) Stability of African pastoral ecosystems: Alternate paradigms and implications for development. *Journal of Range Management* 41 (6).
- Faye, A., Mbaye, A. and Mivelaz, J. (2005) Développer des synergies entre les services agricoles pour promouvoir la transformation des agricultures familiales : L'expérience du Pôle de Services au Sud-Est du Sénégal. Papier présenté à la Conférence, Xème Journées d'Etudes Ingénierie des dispositifs de Formation à l'International, Montpellier, Agropolis International, Décembre 8-9.
- Gabas, J.J., Pesche, D., Ribier, V., and Campbell, B. (2014) Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations. *Mondes en développement* 165 (1): 7-22.
- Hansel, M.E., Goodison, P. (2015) Beyond the Milking Parlour: An Analysis of European Dairy Company Involvement and Strategies towards West African Dairy Sector Development. Projet "Milky Way to development."
- Homewood, K. (2008) *Ecology of African Pastoralist Societies*. James Currey, Ohio University Press, UNISA Press.
- Hubert, B. and Ison, R. (2011) Institutionalising understandings: from resource sufficiency to functional integrity. In Kammili, Trish, Bernard Hubert, and Jean-François Tourrand (eds.) *A paradigm shift in livestock management: from resource sufficiency to functional integrity*. Lirac, Cardère publishing.
- Magnani, S. (2016) *Le Lait local au Sénégal : Intensifier pour développer ? Dynamiques socio-techniques et Anthropologie des pratiques*. PHD Thesis, Marseille: EHESS, p. 392. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01439840>
- Mosse, D. Is Good Policy Unimplementable? Reflections on the ethnography of Aid Policy and Practice. *Development and change*, 2004, 35 (4), p. 639-671.
- Mosse, D. *Cultivating development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*. London : Pluto Press, 2005, 315 p.
- Murray Li, T. *The Will to Improve. Governmentality, Development, and the Practice of Politics*. Durham & London : Duke University Press, 2007, 374 p.
- OCDE/FAO (2017) *Produits laitiers*. In *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026*. Editions OCDE, Paris.
- Olivier De Sardan, J.P. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-la-Neuve : Editions Academia-Bruylant, 2008, 365 p.
- Orasmaa, T., Duteurtre, G. and Corniaux, C. (2016) The end of EU Milk Quotas – Implications in West Africa. Project "Milky Way to Development." Montpellier, CIRAD.
- Scoones I. (ed.) (1994) *Living with uncertainty. New directions in pastoral development in Africa*. London: Intermediate Technology Publications, International Institute for Environment and Development.
- Vatin, F. (1996) *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique. [Milk and the Market Rationale. An Essay of Economic Sociology]*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Wane, A., Cadilhon, J.J., and Yauck, M. (2014) Food security and nutrition as basic indicators of socioeconomic sustainability in a context of innovation. The case of the Laiterie du Berger (LDB) in Senegal. ILRI.